

Dans les médias

## Jacques Cheminade répond aux professionnels de la santé

mercredi 19 avril 2017

LE PHARMACIEN  
DE FRANCE

Plus connu pour sa volonté d'envoyer l'homme sur Mars que pour celle de réformer le système de santé, le candidat de Solidarité & Progrès a néanmoins les idées bien arrêtées sur l'officine.



**Jacques Cheminade**

« Le médicament n'est pas une marque de lessive! »

La sécurité sociale, l'hôpital, la santé publique et la qualité des soins est sous attaque.

Jacques Cheminade a répondu à plusieurs questionnaires soumis par les professionnels du secteur qui ont fait l'effort d'interroger l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle.

La revue Le Pharmacien de France (fac-similé ci-dessous) ;

Programme santé : Jacques Cheminade répond à Doctissimo ;

Docteur Imago.fr : Les métiers d'avenir sont ceux liés à la radiologie et la télémédecine.

Le comparateur "La santé candidate"

Le Point vétérinaire : non à l'uberisation de la profession.

Plus connu pour sa volonté d'envoyer l'homme sur Mars que pour celle de réformer le système de santé, le candidat de Solidarité & Progrès a néanmoins les idées bien arrêtées sur l'officine.



© CEL SAGET

## Jacques Cheminade

# « Le médicament n'est pas une marque de lessive ! »

**#fermetures** Il est scandaleux de culpabiliser les Français [...] pour leur imposer une série de mesures allant à l'encontre du principe d'égalité et de solidarité sociale. Il n'est pas question [...] de fermer des pharmacies.

**#déserts** Plus de 45 % des usagers sont confrontés à la désertification médicale. [...] L'ouverture de maisons de santé est une bonne solution. Cependant, elles ne doivent pas rester un simple projet immobilier mais être accompagnées de réels soutiens locaux et nationaux. [...] Nous devons assurer un réseau suffisant de pharmacies et l'améliorer, si ce n'est [le] développer, en milieu rural.

« La dispensation à l'unité ?  
Une usine à gaz. »

**#missions** Le vieillissement de la population et la complexification des thérapies médicamenteuses font du pharmacien un spécialiste du médicament indispensable [...]. L'État doit valoriser ce métier et les études qui y mènent.

**#baissesdeprix** Il faut changer le mode de rémunération des pharmaciens pour qu'ils ne soient plus sous la dépendance directe de l'industrie pharmaceutique et de ses manœuvres financières.

**#leclerc.** Le médicament n'est pas une marque de lessive ! L'utilisateur doit s'adresser à la compétence du pharmacien. Il n'est pas question de vendre des médicaments dans des grandes surfaces.

**#venteàl'unité** Une usine à gaz.

**#paperasserie** Mon projet d'une Sécurité sociale universelle doit permettre de réduire rapidement les contraintes administratives [...] : plusieurs heures de paperasse en moins avec la disparition progressive des 500 assureurs et mutualistes.

**#capital** Sauver la Sécurité sociale veut dire qu'on cesse de la voler. Une politique du médicament s'attaquant à la rente de l'industrie pharmaceutique est nécessaire pour économiser entre 6 et 10 milliards d'euros : stopper les autorisations de mise sur le marché de fausses nouveautés [...], contrôler plus sévèrement les prix des molécules innovantes et exiger l'indépendance des experts [...].

**#plaquetournante** Le pharmacien et le généraliste sont la plaque tournante de la médecine de ville [...]. Les pharmaciens doivent être autorisés à vacciner. Leurs conseils sont primordiaux car ils ont une connaissance plus grande que les médecins des molécules [...] et [de leurs] combinaisons. ■

### L'ESSENTIEL DES PROGRAMMES

#### SANTÉ

- Réduire les dépenses de produits somnifères, anxiolytiques et thyroïdiostatiques.
- Éradiquer les déserts médicaux en rétablissant une carte hospitalière de soins de proximité et à prix accessible.

#### ENTREPRISE

- Réduire les délais de paiement à 30 jours et mettre en place une garantie de paiement.
- Maintenir la durée légale du temps de travail à 35 heures et majorer de 25 % les heures supplémentaires.
- Créer de nouvelles banques de crédit qui financeront les entreprises.



### LA QUESTION DE LA RÉDACTION

Que voulez-vous dire lorsque vous évoquez la nécessité de recentrer les dispositifs fiscaux vers les PME ?

[Il faut] moduler la TVA en faveur des zones desservies pour pérenniser [les] officines [...] et ramener le taux de l'impôt sur les sociétés [...] [à] 25 % au maximum avant 2019, en prévoyant trois tranches [...] : 5 % jusqu'à 1 million d'euros de bénéfices pour un chiffre d'affaires

(CA) inférieur à 10 millions d'euros, 10 % entre 1 million et 5 millions d'euros de bénéfices pour un CA inférieur à 50 millions d'euros, 15 % entre 5 et 10 millions d'euros de bénéfices pour un CA inférieur à 150 millions d'euros et, au-delà, l'application du taux normal de 25 %.